

LES AMI-E-S DE LA SYRIE LIBRE  
*pour qui la non-assistance face  
aux massacres est une complicité*

M. Emmanuel MACRON  
Président de la République française  
via *Twitter, Facebook, Courriel*

Mars 2018

Monsieur le Président de la République,

Alors qu'il est signataire de la Résolution 2401 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée à l'unanimité le 24 février 2018, réclamant « *sans délai* » une trêve permettant l'arrivée des aides humanitaires, Vladimir Poutine, avec son protégé Bachar Al Assad, continue de larguer des barils d'explosifs sur Douma dans la Ghouta.

Un « *Appel au secours* » vient d'être adressé aux organisations internationales, soulignant que « *de nombreuses personnes dormaient désormais dans les jardins publics et sur les routes, les abris et sous-sol étant débordés, les hôpitaux sont détruits à 80%* ».

Désormais, « *l'enterrement des morts devient difficile* » en raison de bombardements ayant touché le cimetière de la ville.

Les quelques images de camions d'aides humanitaires que le régime vient de consentir à laisser passer au compte-goutte sont pure manipulation et propagande.

Depuis le 18 février 2018, dans la Ghouta on compte plus de 1000 civils tués dont 220 enfants.

Votre Ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a déclaré « *si l'usage de l'arme chimique faisait des morts ; alors la riposte française serait au rendez-vous* ».

Selon cette logique, les morts à cause du Napalm, des barils de poudre, de l'absence de soins, de l'absence d'alimentation, des bombes au Phosphore ou par suffocation des malades au Chlore, ne constitueraient pas des lignes rouges.

Jean-Yves Le Drian ne devrait-il pas s'inspirer du Rapport de la Commission d'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre publié mardi 6 mars 2018 à Genève, qui accuse le régime de Bachar al Assad d'avoir eu recours à des armes chimiques, dans le secteur de la Ghouta orientale ? L'extermination en cours ne justifie-elle pas un *ultimatum humanitaire* ?

Avec ce massacre programmé de la population de la Ghouta et demain celui d'Idlib, sans la moindre réaction courageuse de la France, je craindrais Monsieur le Président qu'en ces circonstances tragiques, en cas de non-assistance au peuple syrien sous les bombes, votre quinquennat ne soit marqué dans notre Histoire par le déshonneur et le renoncement.